

OPENFIELD
REVUE OUVERTE SUR LE PAYSAGE

N°2 • Agriculture

juin 2013

Table Of Contents

Openfield n°2 : Edito	3
Régis Ambroise	5
Paysages agricoles investis	12
Benoit Lelaure	18
Les champs urbains	21
Paysages de l'après-pétrole?	28
Sandy Island	32
La photo	41
Paris-Verdalle	43

EDITORIAL

Openfield n°2 : Edito

PRODUIRE

L'évolution des techniques agricoles a transformé les paysages. Par l'acte de produire sont apparues d'autres pratiques sous-jacentes, menées plus ou moins consciemment par les agriculteurs eux-mêmes. La valorisation, l'entretien, la protection, voire l'embellissement des campagnes constituent autant d'actions concomitantes à l'activité agricole, hissant l'agriculteur au rôle de producteur de paysage.

JUIN 2013



PRODUIRE

L'évolution des techniques agricoles a transformé les paysages. Par l'acte de produire sont apparues d'autres pratiques sous-jacentes, menées plus ou moins consciemment par les agriculteurs eux-mêmes. La valorisation, l'entretien, la protection, voire l'embellissement des campagnes constituent autant d'actions concomitantes à l'activité agricole, hissant l'agriculteur au rôle de producteur de paysage.

A une époque où paysagistes, urbanistes et architectes se re-posent de nombreuses questions sur les modèles d'agriculture urbaine, il nous semblait pertinent de revenir sur ces liens que tissent agriculture et

paysage, voire agriculteurs et paysagistes.

Ce second numéro d'Openfield s'intéresse essentiellement à cette question, celle des relations du paysage à la question agricole, à la fois dans leurs implications contemporaines et leurs dimensions historiques.

Régis Ambroise, ingénieur agronome et urbaniste, répond ainsi à nos questions et aborde au travers de son expérience la façon dont la pratique paysagiste a évolué au cours des dernières décennies face à la question agricole. Dominique Henry, paysagiste DPLG et enseignant à l'école d'architecture et de paysage de Bordeaux, revient quant à lui sur son travail de thèse soutenu récemment sur l'évolution des paysages pastoraux pyrénéens, en abordant plus largement la manière dont les agriculteurs investissent le paysage, le formalisent et l'habitent. Dans un autre contexte, Benoît Lelaure, chargé de mission à l'Agence des Espaces Verts d'Île-de-France (AEV), évoque la politique agricole menée par cet organisme sur la région parisienne. Dimitri Boutleux, paysagiste travaillant à l'agence d'urbanisme de Rennes, questionne les rapports entre villes et campagnes, leurs transformations et décrit la notion de champs urbains développée sur l'agglomération Rennaise. Enfin Marin Baudin, paysagiste travaillant au CAUE de la Creuse, présente pour *Openfield* l'ouvrage récemment paru "*Paysages de l'après-pétrole ?*" dans la collection *Passerelle* et aborde plus particulièrement la question agricole qui y est contenue.

Ce second numéro s'élargit aussi à d'autres pratiques et essais, entre fiction, récits et oeuvre plastique. Armande Jammes, paysagiste et artiste, produit un travail d'investigation autour de la non-existence d'une île dans l'océan pacifique. Claire de Colombel, artiste, présente une pièce sonore réalisée à partir d'une photographie prise en Chine. Enfin Paul Lambrechts, paysagiste, relate une traversée ferroviaire entre Paris et Verdalle dans le Tarn.

Revue Openfield

ENTRETIENS / RENCONTRES

Régis Ambroise

EVOLUTION DE LA PRATIQUE PAYSAGISTE FACE À LA QUESTION AGRICOLE

Régis Ambroise est ingénieur agronome et urbaniste à la retraite, chargé des relations entre agriculture, paysage et développement durable dans ses fonctions successives aux Ministères de l'Équipement, de l'Environnement puis de l'Agriculture. Il répond dans cet entretien à nos questions, évoquant à travers ses expériences et ses connaissances l'évolution de la pratique paysagiste face à la question agricole.

Par Régis AMBROISE, JUIN 2013



EVOLUTION DE LA PRATIQUE PAYSAGISTE FACE À LA QUESTION AGRICOLE

Régis Ambroise est ingénieur agronome et urbaniste à la retraite, chargé des relations entre agriculture, paysage et développement durable dans ses fonctions successives aux ministères de l'équipement, de l'environnement puis de l'agriculture. Il répond dans cet entretien à nos questions, évoquant à travers ses expériences et ses connaissances l'évolution de la pratique paysagiste face à la question agricole.

Selon vous, quelles sont dans les grandes lignes les sources historiques des relations entre les paysagistes ou le projet de paysage et le projet agricole ?

Dans son ouvrage « Pays et Paysages de France " (1), Jean Cabanel décrit comment, depuis les Grecs et les Romains et avant même que le mot existe, la question du paysage traverse les grandes politiques d'aménagement, et notamment les politiques agricoles. Les Cisterciens en débroussaillant les friches et les marais pour les rendre fertiles voulaient en même temps imprimer sur le territoire de toute l'Europe le modèle paysager de la Jérusalem Céleste. Olivier de Serres, présenté comme le premier des agronomes français, écrit en 1600 « Le théâtre d'agriculture et le mesnage des champs », dans lequel il donne les principes techniques pour *mesnager* les champs afin de produire en bon père de famille et également la façon de mettre en scène ce *théâtre* pour que la campagne soit agréable à vivre. Ces principes seront repris par les nobles éclairés du siècle des Lumières et durant tout le 19^e siècle, quand le mot d'ordre pour l'agriculture, *le premier des arts*, est de *joindre l'utile à l'agréable*. Selon les révolutionnaires, *l'harmonie des paysages* devait refléter la richesse d'un pays et l'harmonie sociale apportée par le partage des terres. Les manuels d'agronomie expliquent comment organiser le parcellaire pour le rendre productif et beau. Il n'est qu'à observer la toponymie des lieux-dits et des villages pour comprendre que cette culture était partagée par une bonne partie de la population rurale (Beaupré, Bellecombe, Pré-Coquet...) (2). Même si ces beaux principes ne se sont ni toujours ni partout appliqués de façon aussi idylliques, il n'empêche que le patrimoine paysager dont nous profitons encore aujourd'hui est le résultat de cette histoire, de cette culture paysagère agricole et agronomique. Pour revenir à la question sur les paysagistes, il faut comprendre que jusqu'à la première moitié du 19^e siècle, on ne dissociait pas agronomes et paysagistes, certains s'orientaient dans l'art des jardins, d'autres dans la production agricole. Ce n'est qu'à la fin du 19^e siècle, avec la spécialisation entraînée par les approches scientifiques, que la séparation apparaît : aux paysagistes l'aménagement des parcs et des jardins, aux agronomes le développement de la productivité dans les campagnes.



Fig. 106. — Jardinage et Cuvée d'Oranger.

Dessin d'une prime d'honneur de 1867 dans le département de l'Hérault - © R.Ambroise

De quelle manière avez-vous vu dans votre pratique cette relation évoluer dans les dernières décennies et quelles en sont selon vous les phases importantes ?

Dans les années 1970, le territoire connaît une transformation extrêmement rapide des territoires agricoles et urbains. La profession de paysagistes se relance tout juste et quelques paysagistes sont mobilisés dans des programmes d'aménagement du territoire. De leur côté, les agronomes orientent leurs recherches vers l'augmentation des rendements pendant que les ingénieurs du génie rural organisent l'espace agricole pour le mettre en cohérence avec les objectifs d'une agriculture industrielle fondée sur l'usage massif de matières et énergies fossiles : remembrement, drainage, installation pour l'irrigation, rectification des

cours d'eau, suppression des arbres et des chemins... La connaissance fine des singularités paysagères de chaque territoire devient moins importante que celle des formules des engrais et des traitements chimiques. Curieusement, les deux premières grandes études concernant des paysages agricoles auront lieu dans les Vosges, région qui subit à cette époque une grave déprise agricole car inapte à profiter des nouvelles formes d'agriculture du fait de son relief qui empêche la mécanisation. Le paysagiste Jacques Sgard y réalise, en 1975, sa première grande étude de paysage d'aménagement et détecte les conséquences visuelles de l'implantation d'épicéas dans le fonds des vallées abandonnées après le départ des ouvriers paysans. L'impression d'enfermement qui en résulte accentue le sentiment d'abandon pour les habitants encore présents et rebute les touristes. C'est également dans les Vosges qu'est écrit l'ouvrage « Pays, Paysans, Paysages » sous la conduite de l'agronome Jean-Pierre Deffontaines (3), cette équipe observe dans l'espace les marques des systèmes agronomiques et les conséquences des évolutions actuelles. Le Centre National d'Etudes et de Recherche sur le Paysage créé par le Ministère de l'Environnement et l'Atelier Central d'Etudes et d'Aménagement Rural du Ministère de l'Agriculture organisent alors des échanges entre paysagistes et agronomes qui, à travers différents programmes expérimentaux, forgent leurs premières méthodes de travail. Quand ces structures seront supprimées, la Mission Paysage du ministère de l'environnement et du cadre de vie reprend le flambeau en 1979 et tente de maintenir un lien entre agronomes, notamment ceux du SAD de l'INRA, et les quelques paysagistes qui trouvent des commandes dans le milieu agricole. Avec la réforme de la PAC de 1992, la conférence de Rio sur le développement durable et la loi paysage de 1993, la question du paysage retrouve droit de cité dans la profession agricole. La reconnaissance du rôle que les agriculteurs jouent dans l'entretien des paysages leur permet de justifier plus facilement les aides qu'ils reçoivent de la Politique Agricole Commune alors que des crises environnementales et sanitaires successives, telle que celle de la vache folle, déconstruisent les relations de confiance que la société entretenait avec les agriculteurs. Des programmes expérimentaux, impulsés et en partie financés par l'Etat, comme les Plans de Développement Durable (4) puis les Contrats Territoriaux d'Exploitation et l'agriculture péri-urbaine, vont permettre à quelques jeunes paysagistes de travailler avec des agronomes pour promouvoir à l'échelle d'exploitations agricoles de nouveaux systèmes de production contribuant à un développement durable des territoires. Ces paysagistes venaient participer aux diagnostics de territoire et d'exploitation avec les groupes d'agriculteurs volontaires et leurs conseillers agricoles. Ils ont ainsi réussi à remettre au cœur de ces diagnostics les visites de terrain collectives, l'usage des cartes et la réalisation de blocs diagrammes pour enrichir la compréhension des atouts et contraintes particuliers à chaque lieu. Dans la phase projet, ils ont su montrer comment l'approche spatiale conduisait à trouver des solutions nouvelles pour rendre les exploitations plus autonomes par rapport aux intrants et plus productives en renouant avec les ressources naturelles ou humaines locales négligées dans la période du tout pétrole. Leur formation les poussait évidemment à porter une attention particulière pour mettre en scène la qualité spatiale de ces projets et la valoriser éventuellement dans des démarches de vente directe ou d'accueil à la ferme. Leur rôle a souvent été fondamental dans cette phase expérimentale de définition de l'agriculture durable mais à partir des années 2005, alors que les mots d'ordre politique en faveur d'une agriculture durable se généralisent, les programmes nationaux qui se mettent en place se concentrent sur des problématiques sectorielles : écophyto, directive nitrate, trames vertes et bleues... Curieusement les paysagistes ne sont plus intégrés dans ces travaux. Pourquoi ? Avec les manifestations de la faim dans les années 2005 et la fin des excédents, les représentants agricoles considèrent que leur fonction nourricière suffit à justifier les aides qu'ils perçoivent de l'Europe. Par ailleurs, les nouveaux enjeux environnementaux tels que le changement climatique, les crises énergétiques, la biodiversité prennent le dessus sur les questions paysagères d'autant plus que ces dernières ne sont portées par aucune directive ou programme européen capable de mobiliser les administrations. Le paysage a été également le grand absent du Grenelle de

l'Environnement, les paysagistes n'ont pas réussi à convaincre qu'ils étaient indispensables pour traiter des grands enjeux du développement durable.



*une nouvelle organisation européenne pour la production
et la distribution des produits pour l'agriculture*

Affiche de FINA pour le projet d'agriculture industrielle dans les années 1960 - © R.Ambroise

Que pensez-vous que les paysagistes puissent apporter à l'agriculture et au projet agricole ? Quels sont dans ce sens les atouts et les manques de l'approche paysagiste par rapport à la question agricole, à la fois dans les pratiques de la profession mais aussi au sein des formations de paysage ?

Il me semble que les paysagistes peuvent agir selon deux entrées complémentaires pour aider les agriculteurs à : - « produire plus et mieux avec moins » en rentrant, au moins un peu, dans le dur du métier de l'agriculteur comme les paysagistes ont su le faire pour changer la conception des routes avec les ingénieurs des ponts et chaussées ou pour réorganiser les cités avec les urbanistes. Prouver que l'approche par les formes peut être utile pour « produire autrement » - améliorer la qualité du cadre de vie et des paysages. Je voudrais insister d'abord sur le premier point trop souvent oublié quand on parle du paysage. Le paysage tel que défini dans la Convention Européenne du Paysage est une « partie de territoire telle que perçue par les populations... ». Il s'agit donc pour les paysagistes de travailler à la fois sur le territoire concret, sur sa capacité à satisfaire l'ensemble des besoins de la société, et à faire en sorte que ce territoire offre un cadre de vie de qualité reconnu comme tel par les populations. Ces deux aspects ne doivent pas être disjoints car ils se renforcent mutuellement. Le paysage ne se réduit donc pas à des éléments de décor résultant de budgets dédiés au paysage, ni à des approches purement techniques. Les paysagistes ont un rôle à jouer à la fois sur les aspects fonctionnels et sur l'offre de beauté territoriale.

Si on revient à l'agriculture, le contexte actuel offre de réelles opportunités même si les discours officiels

n'en font pas état. La crise pétrolière a fait prendre conscience que le moteur même du développement que nous avons connu au 20^e siècle était remis en cause. Il ne s'agit pas seulement de limiter les pollutions engendrées par les matières et énergies fossiles, il s'agit d'abord de trouver les moyens de les remplacer quand leur prix sera trop élevé du fait de leur rareté. La rentabilité des modèles agricoles (5) qui se sont généralisés sur tous les territoires du fait de ces ressources bon marché va chuter et il faudra trouver d'autres moyens pour continuer à produire sans ces intrants afin de nourrir une population qui s'accroît. Ce nouveau contexte demande que les agriculteurs imaginent dans chaque petite région les façons de valoriser au mieux l'ensemble des ressources naturelles locales renouvelables et les savoirs faire négligés ces derniers temps, notamment ceux des paysagistes. En effet, le travail des paysagistes consiste à s'appuyer sur une connaissance fine de l'histoire et de la géographie des lieux pour définir des projets d'aménagement appropriés à chaque territoire. De ce point de vue, ils ont une place à prendre au côté d'agronomes, qui ont trop laissé de côté l'espace dans leurs réflexions, et sortir de l'esprit de modèles imposant les mêmes formes aux agriculteurs et aux territoires. Il faut avoir aujourd'hui l'ambition et la cohérence qu'ont eues les ingénieurs des années 1970 lorsqu'ils consacraient beaucoup d'énergies et de moyens pour organiser l'espace au service d'une agriculture industrielle. En effet, il ne sera pas possible d'imaginer des systèmes d'agriculture durable réellement économes en intrants dans un cadre spatial conçu pour une agriculture intensive. Pour faire simple, il est illusoire de demander aux agriculteurs de supprimer leurs traitements dans des parcelles de 40 hectares avec une seule culture. Ce serait suicidaire économiquement. Une recomposition de l'espace (réduction de la taille des parcelles, aménagement des bordures, installation d'éléments fixes) est indispensable en accompagnement d'une évolution des systèmes de culture vers une plus grande diversification. Sur ces aspects agronomiques, un minimum de formation doit être proposé aux paysagistes pour qu'ils puissent apporter aux agriculteurs une expertise convaincante.

Sur la base d'une évolution des systèmes de culture valorisant mieux les singularités des territoires, il devient beaucoup plus facile d'apporter alors une attention particulière à la qualité spatiale. Quelques aménagements relativement simples pour mettre en scène certains choix techniques novateurs, ouvrir des chemins au public, traiter les bordures et lisières, rendre visible la réalité d'une agriculture durable et notamment la réintroduction de l'arbre comme une composante à part entière des nouveaux systèmes de cultures, valoriser les richesses patrimoniales, apporter un soin à l'architecture des constructions anciennes et modernes... contribueront à donner aux agriculteurs une légitimité pour se présenter, certains le revendiquent, comme les paysagistes de l'espace rural et bénéficier ainsi de l'appui de tous ceux qui, consommateurs de produits ou de paysages, élus, agences de l'eau, associations environnementales ou de sports de nature, monde du tourisme... bénéficient de cette qualité. Ces soutiens seront les bienvenus dans une période de désengagement de l'Etat et de l'Europe. Les paysagistes qui maîtrisent l'espace et savent utiliser des outils de représentation et de communication ont un rôle important à jouer pour aider les agriculteurs à imaginer leurs projets et à communiquer sur ce qu'ils apportent en termes de paysage.



Agroforesterie en Ariège (avec cultures céréalières) © Raymond Sauvaire

Quelles sont pour vous les perspectives possibles et souhaitables de cette relation ?

Après les zones de montagne, c'est aujourd'hui autour des villes que des demandes émergent pour imaginer des modes d'agriculture multifonctionnelle. Les messages portés depuis les années 2004 par la FNSAFER et le collectif des Etats Généraux du Paysage^[6] concernant l'importance de l'étalement urbain et ses conséquences désastreuses en termes de cadre de vie commencent à porter leur fruit puisque ce thème a été repris dans le Grenelle de l'Environnement. Le risque serait qu'on en reste à une approche uniquement quantitative de protection des terres agricoles dans les documents d'urbanisme sans en profiter pour rechercher de nouvelles formes d'agriculture répondant à l'ensemble des besoins de la société et pas seulement au seul aspect nourricier. L'agriculture peut réinvestir les villes comme la ville s'introduit jusqu'au fond des campagnes. En termes de commande, c'est aujourd'hui là qu'existent des opportunités pour faire travailler ensemble des paysagistes avec des agriculteurs, des agronomes, des urbanistes, des environnementalistes. Ces démarches proviennent d'agriculteurs ou de propriétaires dynamiques, de collectivités, de fondations mobilisés pour imaginer les formes des territoires de l'après pétrole pas cher. Les écoles de paysage peuvent jouer un rôle important pour structurer et animer les échanges entre collectivités, agronomes, paysagistes, aménageurs au sens large, puisque la décentralisation se traduit par un désengagement de l'Etat sur ces questions. Sortir du jardin et de la ville pour se rendre indispensable aux agriculteurs et à la multitude des acteurs d'un territoire voilà donc un vaste chantier pour les jeunes générations de paysagistes.



Agroforesterie en Ariège (avec élevage ovin) © Raymond Sauvaire

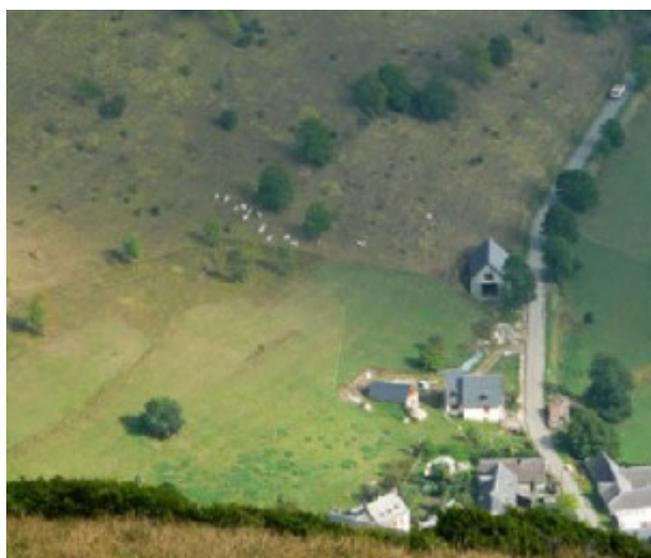
(1) Pays et Paysages de France, Jean Cabanel, 2006, Editions du Rouergue (2) *L'agriculture et la forêt dans le paysage*, ministère de l'agriculture, 2002, <http://www.mairieconseilspaysage.net/documents/Agriculture-foret-paysage.pdf> (3) *Pays, paysans, paysages dans les Vosges du Sud. Les pratiques agricoles et la transformation de l'espace* INRA-ENSSAA (Groupe de recherche), 1977, Paris, INRA (4) *Agriculteurs et Paysages, dix exemples de projets de paysage en agriculture*, Régis Ambroise, François Bonneaud, Véronique Brunet-Vinck, 2000, Educagri-éditions - *Paysages en Herbe*, Monique Toublanc, Educagri-éditions, 2004 - www.agriculture-et-paysage.fr (5) Comme des modèles urbains d'ailleurs avec la voiture, mais ce n'est pas le sujet (6) Le manifeste des paysages in www.collectifpaysages.org

ESSAIS / RECHERCHES

Paysages agricoles investis

Dominique Henry, paysagiste DPLG et enseignant à l'école du paysage de Bordeaux, revient sur son travail de thèse soutenu récemment sur l'évolution des paysages pastoraux pyrénéens, en abordant plus largement la manière dont les agriculteurs investissent le paysage, le formalisent et l'habitent.

Par Dominique HENRY, JUIN 2013



« Je sais pas si c'est important... [hésitation] Heu, oui je pense que ça compte quand même. Celui qui aime son boulot, il fait le travail qu'il y a à faire, comme je le disais. En se levant le matin, on se dit : bon je suis content, j'ai des vignes qui sont présentables. J'aime les voir, je suis content du travail que j'ai fait, donc je suis content du résultat. Et quelque part un voisin peut les regarder. Voilà. C'est peut-être une fierté du boulot heu... oui... une fierté... Enfin moi, je l'estime nécessaire. »

Ici, c'est un viticulteur qui, face à sa propriété en pente douce vers la Dordogne, évoque ce que le travail agricole peut contenir de valeurs et de signes. Au-delà de la fonction de production, la bonne « présentation » des vignes se rapporte à des critères visuels qui semblent importants à son regard en ce qu'ils expriment le « bien travailler », sinon le bon travailleur. Un plaisir évident apparaît. Celui d'apprécier les résultats de ses pratiques attentionnées à travers l'étendue de paysage façonnée. Celui, également, d'en retirer satisfaction et fierté dans ce que le voisin pourra lui-même observer.

Là, c'est un éleveur pyrénéen d'exprimer son attachement à « faire les bordures », c'est-à-dire à faucher manuellement tout ce qui fait bord avec la parcelle (mur-limite, talus, rocher, etc.), sans quoi le pré ne

serait pas « fini ». Pareil investissement subjectif se comprend à travers un ensemble de raisons qui tiennent autant d'une nécessité pratique d'éviter l'installation de plantes rudérales envahissantes, d'une obligation morale de maintenir en « bon état » une parcelle en fermage, ou d'une injonction personnelle à « soigner » son travail, d'autant plus si le terrain est situé en bord de route et est ainsi exposé au regard d'autrui.

La réalisation d'études paysagères comme la participation à des programmes de recherche m'a fourni diverses occasions de rencontres et de dialogues avec le paysage auprès d'agriculteurs notamment. Mon approche, on l'aura compris, associe à la démarche paysagiste une forte dimension sociale relative au *vécu* des personnes dans leur paysage. Ainsi, pour peu que l'on prenne attention à favoriser l'expression du point de vue des travailleurs agricoles, une autre réalité du paysage et du travail agricole apparaît à travers les attentions et les valeurs qui entourent et traversent la mise en œuvre des pratiques productives. Cette réalité subjective raconte les motivations sensibles ou l'investissement personnel à « bien faire » et à « faire le beau » chez soi, dans ses parcelles.

Un tour d'horizon dans la littérature ethnographique et géographique agricole et pastorale livre des exemples dans cette même veine. Bernadette Lizet (1998) rapporte par exemple que « la belle-fille du leader de l'AOC [Beaufort] a poussé au rachat d'un motoculteur pour figoler le travail réalisé au tracteur dans les pentes. Ce qui motive une telle conduite, c'est le goût de la belle action technique. » Dans les montagnes suisses, le souci du « propre-en-ordre » est très présent. Pour les éleveurs laitiers jurassiens étudiés par l'ethnologue Yvan Droz (2002), « pâturages, champs et domaines exigent un entretien qui ne répond pas aux seuls critères de la rentabilité économique, mais reproduit et accroît le capital prestige de l'agriculteur. » On remarque ici que la volonté n'est pas en premier chef de « faire paysage ». Pour autant, « la belle action technique » s'inscrit dans la trame du paysage, et le prestige de l'agriculteur est capitalisé dans une somme d'indices visuels présents et contenus dans le paysage de la ferme. Remarquons que ces signes ne sont pas forcément visibles pour le regard extérieur, mais font sens pour les habitués des lieux, pour les habitués du travail qui regardent l'espace agricole avec la même grille de lecture.

Il s'agit là d'une caractéristique intrinsèque au travail agricole : il est en effet producteur de formes, de processus – notamment liés au végétal – et d'aménagements spécifiques en prise sur l'*étendue*. L'espace forme le cœur du système de production. Le déploiement des pratiques culturelles dans la géographie des territoires ruraux participe en cela de la fabrique des paysages agricoles ; de leur façonnement, de leurs aspérités comme de leur transformation. Ce fait n'a pas manqué d'attirer l'attention de nombreux observateurs. On a ainsi vu, dans la figure de l'agriculteur, un « artisan producteur de forme » (Deffontaines 1994 et aussi, par exemple, Blanchemanche 1990). Dans cette mise en relation entre pratiques agricoles et paysage une question se pose alors au paysagiste : celle de l'attention sensible et de la part d'*intention* ou de *conscience paysagère* de l'agriculteur. Le vibrant témoignage de Claude Milhaud (2001), viticulteur à Beaumes-de-Venise, lors du colloque de Saint-Emilion « Patrimoine et paysages culturels », laisse penser que cette part existe. Plus même, elle est ici revendiquée : « Plus que le passant qui apprécie avec neutralité ce que l'œil trouve beau, l'agriculteur prend d'autant plus de plaisir à regarder un beau paysage qu'il l'a aménagé, qu'il a mis de la peine, de la passion et tout son cœur à le réaliser, et cela tous les jours, aussi bien pendant ses heures de repos que pendant ses heures de travail ».

Et si les paysages agricoles contenaient également l'*investissement* subjectif des agriculteurs ? Et s'ils étaient, d'une façon, traversés par les *valeurs* de ceux qui les produisent ? Mais quelles valeurs ? Et en

quoi la connaissance de ces valeurs et l'approche des liens personnels, subjectifs, entre l'agriculteur et les paysages qu'il travaille sont-elles susceptibles d'ouvrir la perspective de notre regard ? Au-delà, en quoi seraient-elles capables d'alimenter la réflexion en matière de projet de paysage ?

Ce questionnement aura alimenté la réalisation d'une thèse de géographie-aménagement (Henry 2012), dont cette présente réflexion est en partie tirée. Cette recherche doctorale paysagiste s'est intéressée à l'évolution des paysages pastoraux pyrénéens – leur « fermeture », ou non – en questionnant le rôle qu'ont pu jouer les transformations paysagères et leurs perceptions sensibles dans les formes d'action, les décisions ou les pratiques des acteurs locaux. Je me suis plus spécifiquement rapproché des éleveurs et de leurs pratiques d'élevage dans le contexte social et territorial de ces trente dernières années.



En vallée d'Oueil (31), l'attention des éleveurs portée aux prés, marque le paysage pastoral autour des villages - © D.Henry 2009

La méthode, basée sur l'analyse comparée de trois vallées des Pyrénées centrales – hautes vallées du Gave de Pau, de Campan (65) et d'Oueil-Larboust (31) –, prend appui sur un fort investissement personnel au terrain, que ce soit dans les paysages ou auprès des éleveurs. Outre l'expérience des lieux, à travers la marche et les séjours répétés, les outils mis en œuvre procèdent par un suivi. Il s'agit d'un suivi photographique, par répétition de clichés depuis un même point de vue à différents pas de temps, intersaisonnier et interannuel (décennal), notamment fondé sur le fonds photographique diachronique de la [Banque d'images des patrimoines et territoires](#) à l'échelle des Pyrénées. Il s'agit de rencontres, elles aussi répétées, avec les éleveurs (45 en tout) qui forment le corpus d'enquête. Ces dernières s'organisent le plus souvent au fil d'une *circonstance* particulière créée par l'accompagnement du praticien au travail (visites des bêtes au pré ou en montagne) ou au fil d'une déambulation. L'objectif est de faire du paysage et de son expérience à deux (agriculteur/paysagiste), le support premier du dialogue (Henry 2010). Cette discussion située dans les lieux du travail agricole se veut le moyen de déclencher une forme de parole :

celle qui fait le récit des pratiques d'élevage actuelles ou anciennes, et celle qui relate, par là-même, les valeurs, les attentions, les affects de la personne au travail (voir par exemple la communication filmée « [Les paysages de l'affectif](#) »).

Que retenir de cette recherche et en quoi concerne-t-elle, au-delà de sa dimension fondamentale, la pratique paysagiste ?

Cette recherche a, entre autre constat, permis de montrer que les éleveurs rencontrés manifestent un regard sensible et des préférences en matière de paysages qu'ils tentent de traduire en actes. Tel éleveur d'Oueil-Larboust met par exemple en œuvre un pâturage extensif sur l'ensemble des parcelles pentues de la commune, de façon à permettre un prélèvement optimal de la ressource en herbe. Renouvelée, pâturée, cette herbe jeune rend selon lui le paysage pastoral plus appréciable à regarder et à fréquenter que des prairies hautes et embuissonnées. Il faut dire que le spectre de la friche, relativement présent dans les propos tenus, y est sans doute pour quelque chose. Dans cette vallée plus particulièrement, se posent des problèmes de gestion pastorale autour de certains villages. Les éleveurs, en faible nombre, ont acquis une conscience de leur rôle et ont semble t-il réagi face à ce qui apparaît comme la perte de certaines valeurs pastorales et paysagères. Cela s'exprime par un ensemble de mesures locales, visant à adapter les pratiques de pâturage (temps, rotation) en rupture avec les modèles hérités, et visant également à s'arranger avec les limites foncières entre collègues et propriétaires. Il s'agit moins de projet ou de plan de gestion établis que d'ententes amiables et de « bricolages » avec les moyens du bord pour permettre au mieux un entretien des herbages. Les outils d'accompagnement pastoraux et les aides financières (mesures agri-environnementales par exemple) ont sans doute, aussi, contribué à cette prise de conscience paysagère. Pour autant, la façon dont ils mettent leur cœur dans l'ouvrage laisse penser qu'une dimension affective s'exprime aussi, dans l'investissement à entretenir certaines parcelles en pente. Les affects en jeu et les efforts menés peuvent, comme on l'a vu, être liés à la localisation de la parcelle (proche d'une route ou du village) ou être lié à une pression du ou des propriétaire(s), comme c'est le cas en vallée de Campan notamment, attachés à une certaine minutie du travail et du résultat visible.

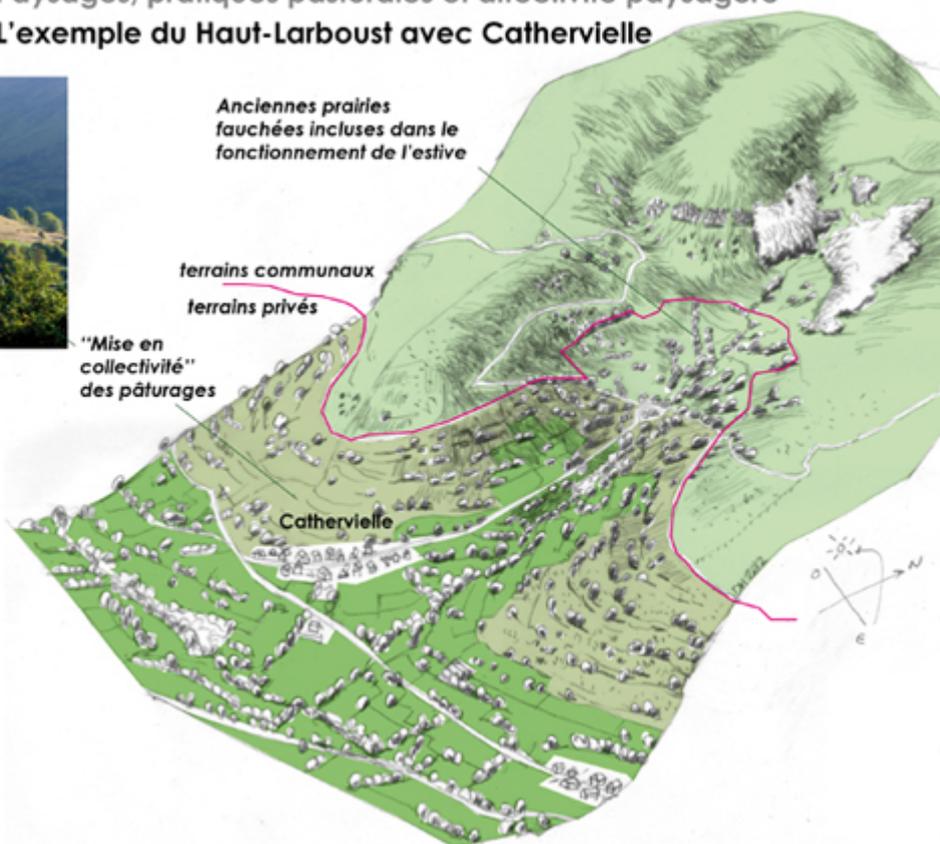
En dernier lieu, il convient de remarquer l'habitude de certains à observer le paysage. Cette éleveuse en Oueil-Larboust adopte par exemple l'attitude des touristes en observant, depuis la station de ski où elle travaille en double-activité, le déneigement du versant qui domine sa bergerie, de façon à anticiper les travaux de brûlages pastoraux. Ou alors, l'habitude de cet éleveur de la haute vallée du Gave de Pau de gagner le versant opposé à son étable pour observer, *en spectateur*, le résultat visuel de son propre travail sur ses parcelles et dans « son » paysage.

Résultats d'enquête Paysages, pratiques pastorales et affectivité paysagère
L'exemple du Haut-Laroubost avec Cathervielle



Henry_23-09-2009

Une préoccupation sociale et un attachement paysager à l'origine d'un bricolage pastoral



Dans le vallon de Cathervielle (31), une préoccupation sociale et un attachement paysager à l'origine d'un bricolage pastoral - © D.Henry 2012

Partant de cette expérience de recherche, il me semble qu'un double enjeu se dessine pour les paysagistes travaillant à cette échelle de territoires ruraux et agricoles : celui de savoir reconnaître et identifier les initiatives locales, les bricolages, les « projets » localement portés en matière de paysage ; celui, parallèlement, de faire émerger ce qui relève des valeurs, des liens au lieu et des attaches sensibles entre l'agriculteur et son pays. Outre le fait que la prise en compte de ces aspirations sociales soit un objectif de la Convention européenne du paysage, il est à supposer que leur mobilisation dans un processus de projet soit aussi garante de sa réussite et de son adhésion auprès des acteurs locaux.

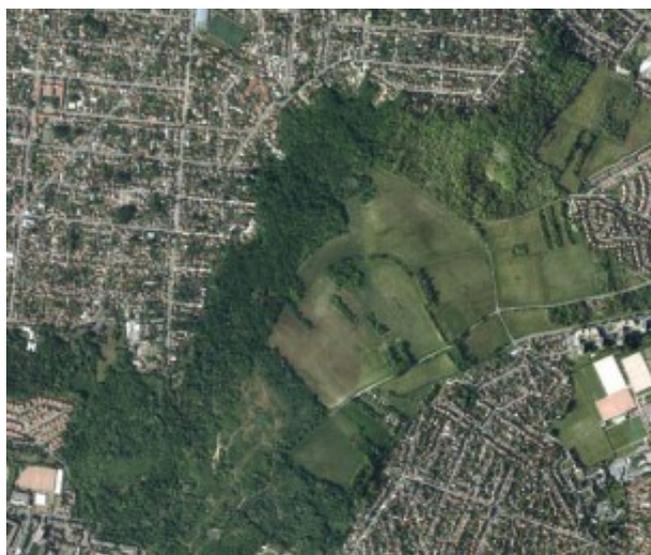
Dans le contexte d'une montée en puissance du paysage, d'une certaine demande sociale et d'une velléité de contrôle et d'intervention sur les formes paysagères – c'est dit, nous ne parlerons pas de [paysagement\[1\]](#) ! – on a questionné, dans une perspective opérationnelle, les possibilités de développer une « agriculture paysagiste » (Donadiou, 1998). Elle reposerait sur la capacité des agriculteurs à prendre en compte le paysage et à en faire un atout à leur service (entre autre, Ambroise *et al.* 2000). Les paysagistes ont sans doute à prendre en compte, aussi, les valeurs du travail, les valeurs paysagères et les liens affectifs des agriculteurs aux paysages. A l'heure où la France célèbre et évalue les vingt ans de la Loi dite « Paysage » – loi n°93-24 du 8 janvier 1993 – ; et que l'Etat français via le ministère de l'Ecologie relance une politique de Plans de paysage ; à l'heure où des travaux constatent combien des agriculteurs (de régions de montagne notamment) se montrent sensibles aux paysages (Brossier *et al.* 2008 par exemple) et l'intègrent dans leur stratégie de valorisation agricole, il n'est sans doute pas vain d'affirmer cette nécessité.

ENTRETIENS / RENCONTRES

Benoit Lelaure

Benoit Lelaure est chargé de mission agriculture au sein de l'Agence des Espaces Verts d'Ile-de-France (AEV). L'objectif global de sa mission est de garantir une prise en compte efficace des questions agricoles au sein de l'AEV, lors de chacune de ses acquisitions foncières et notamment pour la création de Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière (PRIF).

Par Benoît LELAURE, JUIN 2013



ENTRETIEN AVEC BENOÎT LELAURE, CHARGÉ DE MISSION AGRICULTURE À L'AEV

L'Agence des Espaces Verts (AEV) est un organisme public chargé de mettre en œuvre la politique environnementale de la région Ile-de-France sur son territoire. L'un des piliers de son action est de garantir le maintien de zones agricoles fonctionnelles et pérennes. En partenariat avec la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural), l'AEV pratique une veille foncière et acquiert, si nécessaire, des espaces agricoles situés dans la ceinture verte qu'elle loue à de jeunes agriculteurs pour des projets durables (circuits courts, productions biologiques). Les espaces périurbains en déprise agricole font l'objet d'une politique de reconquête volontariste (démarchage des propriétaires, acquisition, défrichage, recherche d'agriculteurs). L'AEV mène parallèlement un programme pédagogique de sensibilisation à l'agriculture dans les écoles primaires.

Benoit Lelaure est chargé de mission agriculture au sein de l'agence. L'objectif global de sa mission est de garantir une prise en compte efficace des questions agricoles au sein de l'AEV, lors de chacune de ses

acquisitions foncières et notamment pour la création de Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière (PRIF). Il pilote des études de territoire afin de définir des projets agricoles, puis en assure la gestion locative en dialogue avec les agriculteurs.

L'AEV est l'organisme qui a en charge de mettre en œuvre une politique (régionale) de conservation et de protection des espaces naturels. Les espaces agricoles sont inclus dans ces espaces dits « naturels ». La situation de votre démarche au sein de cette dynamique « conservatoire » vous semble-t-elle un paradoxe, sinon un frein dans la volonté de développer et de promouvoir plus globalement une agriculture périurbaine productive ?

Nous ne souhaitons pas créer un « conservatoire » de l'agriculture périurbaine. Nous ne sommes pas dans une démarche de « muséification » de l'agriculture, nous ne rêvons pas de fermes « à la Marie-Antoinette » ! La Région et l'AEV défendent le maintien et le développement d'une agriculture productive et économiquement viable et pour cela l'agriculture à besoin de terres. La volonté de protéger n'est pas antinomique avec la volonté de maintenir une agriculture productive. Le SDRIF insiste d'ailleurs sur l'importance de favoriser le maintien d'une agriculture vivante et dynamique. Il n'y a donc pas de paradoxe.

« Les espaces forestiers font déjà l'objet d'une protection forte [...] Ce n'est pas le cas des espaces agricoles, globalement peu protégés par les documents d'urbanisme courants, et souvent en première ligne dans les projets d'urbanisation. » (Benoît Lelaure, sur le site internet de l'AEV). Pouvez vous expliquer les mécanismes commerciaux et politiques qui entrent en jeu ? Préciser les limites des pouvoirs publics face aux marchés immobilier, industriel et commercial, notamment les cas où les intérêts agricoles ne sont plus exprimés ou écoutés ?

Les forêts sont mieux protégées car elles bénéficient d'un régime réglementaire plus fort (autorisation de défrichement, classement en EBC (Espace Boisé Classé), forêt de protection, Natura 2000). Socialement, il est aussi plus facile de faire accepter la destruction de terres agricoles en vue de la construction d'un lotissement par exemple que le défrichement d'un bois ou d'une forêt. Par conséquent, les élus s'aventurent rarement à proposer des projets d'urbanisation sur des zones boisées. Le marché foncier agricole est soumis à la loi de l'offre et de la demande. Il y a beaucoup de demande en Île-de-France et peu d'offre ce qui tire les prix vers le haut. Par ailleurs, le marché foncier agricole est soumis à la spéculation des propriétaires qui ont l'espoir de voir leur bien devenir urbanisable. Une terre agricole classée urbanisable peut voir son prix augmenter d'un facteur 100 ! Pour lutter contre l'envol des prix, l'AEV travaille avec la SAFER à la régulation du marché foncier. La SAFER peut faire jouer son droit de préemption, parfois procéder à des révisions de prix, afin d'entretenir un marché compatible avec la vocation agricole des terrains. Cette régulation est plus difficile sur les terres qui ont perdu leur usage agricole depuis plusieurs années. Les occupations illégales qui peuvent en découler concourent à donner une mauvaise image à ces terrains que les élus sont ensuite plus enclins à ouvrir à l'urbanisation pour les réhabiliter et limiter les nuisances.

Dans quelles limites pouvez-vous agir ? Quels sont les cas où vous ne pouvez pas préempter, y a-t-il des tractations commerciales qui vous échappent ?

L'AEV n'a pas de droit de préemption propre. Elle utilise celui de la SAFER ou celui des départements dans le cas des Espaces Naturels Sensibles (ENS). Comme tout système, il existe des moyens de le

détourner. Ainsi, en matière de transactions foncières, nous n'avons aucune prise sur certaines donations déguisées ou sur les rachats de parts sociales entre sociétés. Mais globalement on peut dire que depuis 20 ans, l'action conjointe de l'AEV et de la SAFER a été efficace. Les chiffres de l'évolution du prix du foncier dans les PRIF en témoignent. C'est la preuve qu'un outil contractuel peut être tout aussi efficace que des mesures réglementaires.

Dans l'élaboration des PRIF, comment les élus et autres acteurs font-ils leur choix entre vocation agricole et vocation de logement ou d'activité ? Par exemple dans le cas de terres enfrichées, délaissées par l'agriculture ?

Les choix à l'échelle communale sont tout d'abord orientés par les documents de planification supra-communales (SCOT, SDRIF) puis par le PLU de la commune. La création d'un PRIF doit être en accord avec ces documents d'urbanisme. Un PRIF ne peut donc être instauré que sur les zones classées A ou N au PLU. Planifier à moyen terme l'usage des sols d'un territoire répond à des mécanismes complexes mêlant impératifs économiques, contexte géographique, situation sociale, enjeu politique, etc. Il est impossible d'expliquer précisément comment se font les choix car il n'y a pas de règle établie. Ce que l'on peut dire, dans le domaine de la protection des espaces ouverts, c'est que le choix de protéger une zone naturelle et/ou agricole plutôt qu'une autre se fait en intégrant de nombreux paramètres : taille des espaces concernés, rôle écologique (continuité, réservoir de biodiversité...), fonctionnalité agricole (circulation des engins...), qualités paysagères, fonctions environnementales (zones d'expansion des crues...), valeur récréative ou sociale (zones carencées en espaces ouverts...), fonctions économiques (bassin de production de légumes...). Le rôle de l'AEV auprès des élus locaux est de poser un regard nouveau sur l'aménagement du territoire, un regard orienté sous le prisme des espaces ouverts et des fonctions qu'ils assurent. En ce qui concerne les friches, l'AEV tente avant tout de lutter contre leur apparition en évitant le mitage de l'espace rural. Dans les zones où elles sont déjà présentes, nous cherchons à les acquérir afin de leur redonner une vocation agricole, paysagère, écologique. Mais ces terres en friche cumulent souvent de nombreuses contraintes : pollution, faible potentiel agronomique, accès difficile... ce qui décourage alors les agriculteurs à les investir.

ESSAIS / RECHERCHES

Les champs urbains

RÉINVENTER LES MYTHOLOGIES URBAINES

A en croire certains textes sacrés, les relations entre la campagne et la ville débutèrent assez mal. Le récit biblique du meurtre d'Abel par Caïn fonde certaines réalités déterminantes, dans l'histoire humaine, puisqu'il décrit l'apparition de la mort, mais aussi la naissance des villes, des arts et des techniques ...

Par Dimitri BOUTLEUX, JUIN 2013



RÉINVENTER LES MYTHOLOGIES URBAINES

A en croire certains textes sacrés, les relations entre la campagne et la ville débutèrent assez mal. Le récit biblique du meurtre d'Abel par Caïn fonde certaines réalités déterminantes, dans l'histoire humaine, puisqu'il décrit l'apparition de la mort, mais aussi la naissance des villes, des arts et des techniques. Caïn, le meurtrier, dans sa fuite, est désigné par le texte génésiaque comme le fondateur de la première ville et se place donc à l'origine de la civilisation. Dans un paysage champêtre, Caïn le paysan tue son frère Abel le berger. Son sang se répand dans les sillons du champ qu'il venait de labourer et Dieu maudit les récoltes des champs. Caïn est condamné à une errance sans fin sur la terre. Il fonde alors la ville d'Hénoch, du nom de son fils qui sera le premier d'une longue lignée de bergers faute de ne pouvoir cultiver la terre.



Cain et Abel / Ivoire / Louvre (Paris)

Des références à la Bible pour traiter de paysage et d'urbanisme, c'est a priori aller chercher un peu loin dans la construction des relations entre villes et campagnes. Ne sous-estimons cependant pas l'influence des textes, des guerres et des techniques, tous ont participé au cours de l'histoire à certaines mutations paysagères. Quels sont les moteurs des rapports entre ces deux univers paysagers ? Quelles interrelations paysagères entretiennent-ils ? Qu'en est-il aujourd'hui des conceptions mentales et des nouvelles planifications mêlant villes et campagnes ? Dans un premier temps, nous continuerons à explorer le passé et la construction des villes anciennes, puis nous nous pencherons sur une initiative de l'agglomération rennaise, les « Champs Urbains ».

Sans vouloir en décevoir certains, Caïn n'a pas créé la première ville. Une chose est sûre, la sédentarisation de l'homme, datée du néolithique, marque le début d'un nouveau rapport au territoire. Finie la cueillette et la chasse, dès lors, c'est bien l'économie de moyen qui va mener l'homme à se regrouper et à spécialiser chacun des membres de la communauté afin de se libérer de certaines contraintes. L'apparition des formes d'habitats stables, la domestication d'animaux et de plantes a permis le développement des techniques hydrauliques (irrigation, terrassement, calcul de pente, gestion des crues...). La ville médiévale est l'une des premières formes urbaines établie et caractérisée par son caractère défensif. L'espace protégé qu'est l'Intra Muros est la tête d'un système dépendant des terres des paysans assujettis à de lourds impôts en échange de la protection apportée par le seigneur. Autour de la ville, l'ouverture du paysage est de bon aloi. La préciosité des ressources et les instabilités politiques permanentes avaient instauré un rapport de proximité unique entre ville et campagne malgré une séparation spatiale franche. On déboise pour cultiver au plus près des remparts, ce qui permet de se chauffer et de mieux voir arriver l'ennemi. Il faudra attendre le XVII^{ème} siècle pour voir certaines villes occidentales démanteler leurs remparts et restructurer leurs tissus urbains.

En l'an mille, la population de l'Europe était de 75 millions d'habitants contre 503 aujourd'hui et les enjeux sont de toutes autres natures. Je n'évoquerai pas le chamboulement des deux révolutions industrielles, ni les deux guerres mondiales... je vous l'accorde, c'est un saut en avant un peu facile lorsque l'on débute avec le premier testament. Les fondements administratifs, la littérature et le progrès agricole font du Moyen-âge et de la Renaissance les deux époques fondatrices de ce que l'on pourrait appeler la grande armature paysagère française. Le défrichage, l'invention de la faux et du collier d'épaule dessinent les campagnes françaises que l'on imagine à l'image d'un grand manteau troué de clairières en réseau.



Les très riches heures du Duc de Berry / mois de Juillet

Les rapports entre villes et campagnes connaissent leurs plus gros bouleversements à la sortie de la seconde guerre.. La mécanisation a révolutionné les pratiques agricoles tout en soulageant l'homme de la pénibilité du travail. La chimie a permis des rendements supérieurs et des récoltes « propres » protégées des pestes. Instaurée depuis les années 1960, la politique agricole commune contribue à la séparation des

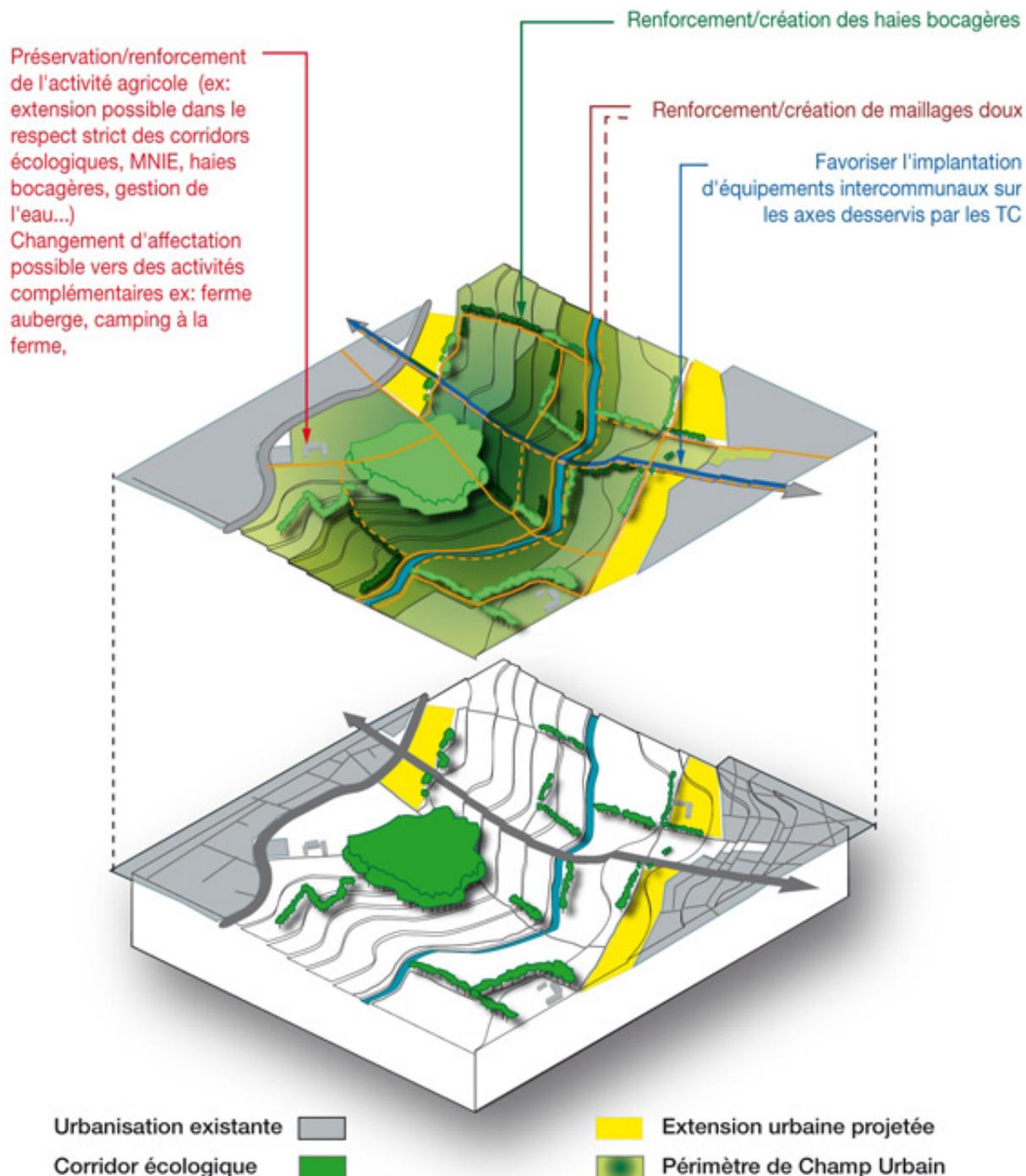
raisons mêmes pour lesquelles les villes ont pris place géographiquement sur le territoire. Le rapport de la ville à son hinterland change d'échelle avec de surcroît la commercialisation des productions agricoles et son exportation à l'international. Le remembrement nécessaire à la mise en place de ce système a inévitablement eu un impact sur la manière dont l'urbanisation a investi les paysages ruraux en Europe. Dans les années 1960, les villes s'étendent essentiellement pour des raisons de production de logements... le constat est que de nombreux ensembles urbains ont perdu dès lors les limites de leur écrin logistique. L'urbanisation galopante que nous connaissons toujours depuis aurait-elle eu la même forme si l'échiquier parcellaire qui lui était offert avait eu une échelle bocagère ? La question vaut la peine d'être posée.

Quelles sont aujourd'hui les limites entre les mondes urbains et ceux des campagnes. Y a-t-il encore des campagnes ?

L'agglomération rennaise tente depuis près de quarante ans d'établir un consensus entre ville et campagne à travers l'organisation de la « Ville Archipel ». Déjà en 1967 le SDAU (schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme) prévoyait la préservation de grandes coupures paysagères et agricoles entre chaque commune de l'agglomération.

Voté en 2007, le SCOT (Schéma de Cohérence Territorial) du Pays de Rennes passe un niveau supérieur en prévoyant des espaces agronaturels et/ou forestiers intégralement protégés et qui ont vocation à le rester durablement. Les « Champs Urbains » ont pour vocation de « protéger les sites agricoles et naturels les plus convoités pour les pérenniser et les conforter dans leur espace et dans leurs fonctions ». Ils sont également supports « de loisirs verts intercommunaux de proximité, compatibles avec l'activité agricole et les enjeux écologiques ». Cette démarche novatrice dans les gouvernances publiques illustre quelques signes annonciateurs d'un renouveau des relations entre l'urbain et le rural.

Champs Urbains



Exemple de schéma de champs urbains ©AUDIAR

Les Champs Urbains sont aujourd'hui inscrits dans une démarche qui participe de l'identité de l'agglomération rennaise, mais leur statut est régulièrement remis en débat. Des terres agricoles aux portes de la ville... autant de belles feuilles blanches sur lesquelles il serait facile de dessiner de nouvelles formes urbaines. Mais depuis peu, c'est la question des vocations agricoles et de leurs échelles qui fait débat. Qu'est-il préférable de trouver aux portes de la ville ? des prairies, de l'élevage ou bien des

maraîchers fournissant les circuits courts urbains ? Plus généralement, il serait bon de discuter de l'échelle de ce parcellaire aux abords de la ville. Quelles transitions spatiales entre le parcellaire urbain et celui des champs urbains ? Si l'on veut réellement réinventer certaines synergies entre ces deux milieux, il serait bon de faire dialoguer un peu mieux leurs formes et le passage de l'un à l'autre. Constat paradoxal ; aux temps des murailles, les villes étaient plus proches des champs.

Sous la contrainte de la raréfaction des ressources et les limites des schémas productivistes, l'aube d'un nouveau rapport aux territoires semble poindre. Aux abords des villes, les campagnes seraient-elle sur le point de réinventer les mythologies urbaines ?



INFORMATIONS

Paysages de l'après-pétrole?

SORTIE DE LIVRE

L'association RITIMO édite un nouveau numéro de la collection Passerelle intitulé «Paysages de l'après-pétrole?». Ce recueil, construit autour d'une trentaine de témoignages d'ingénieurs, d'urbanistes, de paysagistes, d'architectes, d'écrivains et de philosophes, a pour ambition d'ouvrir une réflexion sur notre temps, notre société et son rapport à l'espace...

Par Marin BAUDIN, JUIN 2013



L'association RITIMO vient d'éditer un nouveau numéro de la collection Passerelle, dans le cadre de la Coredem (Communauté des sites de Ressources documentaires pour une Démocratie Mondiale) et avec l'appui de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme. Odile Marcel ([la Compagnie du Paysage](#)) et Baptiste Sanson ([la Bergerie de Villarceaux](#)) en ont assuré la coordination.

Sous le titre «*Paysages de l'après-pétrole?*», ce recueil a pour ambition d'ouvrir une réflexion sur notre temps, notre société et son rapport à l'espace, traversés par l'éventualité d'un pic pétrolier ou du moins une raréfaction et un coût grandissant des énergies fossiles. Autour d'une trentaine de témoignages d'ingénieurs, d'urbanistes, de paysagistes, d'architectes, d'écrivains et de philosophes, les paysages sont questionnés, dans leur histoire et leur aménagement, comme possibles éléments fondateurs d'une transition énergétique souhaitable et par bien des aspects indispensable.

La question de l'agriculture et de son empreinte sur les milieux est bien sûr abordée. Il nous a donc semblé ici intéressant d'en transcrire les grandes idées développées dans un certain nombre d'articles.

L'une d'entre elles est la permanence du mouvement. Comme le dit Jean-Yves Quay, «*découvrir comment la nature réinvestit les espaces transformés par l'homme peut utilement rappeler que le paysage n'est jamais figé*». Alors que la campagne, fruit du travail de la terre et de générations de paysans, apparaît aujourd'hui, aux yeux d'une société majoritairement citadine, comme l'incarnation de la nature dans son caractère immuable et quelque part figé, l'ensemble des auteurs défend l'idée d'une campagne mobile, s'adaptant au gré des besoins et des pratiques agraires. C'est avant tout le principal outil de l'agriculteur.

Pour Jean-Yves Quay, la forme urbaine vient de la campagne, du travail de la terre dans sa forme première qu'a été la clairière. Si l'homme descend de l'arbre, comme se plaît à le rappeler Francis Hallé, la forêt, qu'elle soit sous forme de massifs ou linéaire comme le bocage, a fourni pendant des siècles l'essentiel des éléments nécessaires à la vie quotidienne. Cette connaissance de la terre a permis la multiplication des établissements humains, la connexion entre eux, l'échange et le transport des biens et des personnes, toujours plus loin, toujours plus vite.

Pourtant, ce développement continu et frénétique a peu à peu éloigné la plupart d'entre nous de la terre. Au point où Jean-Claude Lefeuvre et Odile Marcel, en introduction à leur article («*Changement de paradigme: Inventer des paysages biocompatibles avec les espaces agricoles de production*») pose la question suivante : «*Jusqu'à quel point l'homme est-il une anti-nature? [...] Accélérée de façon exponentielle pendant la deuxième moitié du XXe siècle, la croissance économique des sociétés humaines a utilisé de façon intensive des ressources naturelles dont le stock planétaire, à notre échelle temporelle, peut être considéré comme fini. [...] Cette croissance non maîtrisée tend en particulier à effacer les systèmes d'aménagements anciens, fruits d'interventions multiples, qui avaient su composer un accord, une cohabitation entre des terres cultivées ou pâturées et des fragments d'écosystèmes naturels*». Si la transition énergétique il y a, elle ne pourra donc se faire sans un changement de regard sur le monde qui nous entoure et une prise de conscience lourde des effets destructeurs d'une croissance sans cesse agitée comme le but à atteindre, la seule source du bonheur.

Et si l'une des solutions venait de la terre elle-même ? Brisant l'éternelle opposition entre ville et campagne, n'est-il pas possible d'envisager l'ensemble d'un territoire comme un tout, où les différents composants, dans leur complémentarité, permettraient d'assurer une place à chacun ?

Il est important de veiller à ne pas répéter l'histoire. Yves Hubert appelle ainsi à une polyvalence du territoire. Selon lui, le développement urbain, toujours demandeur de nouveaux espaces libres pris sur la campagne, doit impérativement être remis en question. La réduction de notre dépendance énergétique imposera une régulation des déplacements. «*La proximité deviendra de plus en plus un maître mot : proximité par rapport au travail, aux équipements, aux écoles, aux besoins alimentaires, aux loisirs, à la nature ...*». Si une ville plus compacte apparaît comme une solution, ce concept introduit fortement le développement d'une agriculture urbaine de qualité, répondant au mieux aux besoins, exploitant le maximum d'espaces libres dans ou à proximité des villes. «*Le paysage naît d'un processus évolutif et de cette interaction infinie de l'homme et de son milieu. [...] prendre le paysage comme le support de la démarche est sans doute une issue méthodologique intéressante.*»

L'agriculture, et au premier chef les agriculteurs, vont donc devoir relever ce défi, être attentifs aux

demandes de la population et surtout anticiper les changements à venir.

A l'heure actuelle, l'agriculture de montagne, peut-être au départ plus fragile que celle des plaines, apparaît à l'avant-garde des réflexions agro-écologiques. Ce soin apporté aux paysages, initié à partir de 1972 avec le Congrès de la Montagne de Clermont-Ferrand, tient également au fait de valoriser les produits locaux. Régis Ambroise et Baptiste Sanson illustrent ce propos au travers de l'expérience de *«Maxime Viallet, président de la coopérative de Beaufort, qui fut pionnier pour impulser dans les montagnes françaises la politique qu'il mettait en œuvre dans sa vallée : valoriser les ressources fourragères locales et notamment les parcelles en pente, s'organiser en coopérative pour garantir la qualité du fromage et pas seulement augmenter la quantité, maintenir le maximum d'agriculteurs double-actifs qui vivraient du revenu du lait de leurs animaux et de l'entretien apporté à la montagne par leur gestion.»* Le paysage naît également à partir du moment où on donne une valeur à un espace. Pour l'agriculteur, c'est également une manière de valoriser son travail, de lui donner une identité reconnaissable par le plus grand nombre.

Toutefois, la diminution du nombre d'agriculteurs a entraîné l'augmentation de la taille des exploitations. De même, la taille des parcelles ne cesse de s'accroître, accompagnée d'une mécanisation toujours plus grande. *«Que deviendront ces territoires si le cours du pétrole et des autres ressources fossiles, qui constituent le moteur de ces systèmes de production agricole, augmente de façon radicale ?»*

Si des aménagements sont faits pour aider ce système, les dommages environnementaux continueront de s'accroître. Il semble davantage souhaitable d'envisager une agriculture qui intégrerait, à grande échelle, les pratiques environnementales permettant une multifonctionnalité des espaces. Ce changement des pratiques agraires et surtout de la logique productive apparaît indispensable pour toutes les formes d'agricultures.

Mais comme le fait remarquer Philippe Pointereau, *«la transformation des paysages tient de fait de l'évolution des habitudes alimentaires.»* Cette prise de conscience, cette urgence, doit donc venir aussi des consommateurs, de la population en demande plus en plus de produits issus d'une agriculture respectueuse. Mais si l'offre dans ce domaine est de plus en plus grande, le consommateur doit toujours veiller à ce que cela ne soit pas qu'une opération de *«greenwashing»* d'une industrie agro-alimentaire peu scrupuleuse. Pour continuer à nourrir une population mondiale croissante, l'agriculture devra se transformer en profondeur, prendre de nouveaux visages, adopter de nouvelles pratiques.

Si une agriculture de grands espaces perdurera, elle pourra être également non loin des villes et même en leur sein. Du fait de la modification des modes de déplacement, les sources de production de denrées devront être au plus près des bassins de vie. Il ne s'agit plus d'un verdissement ornemental des villes mais bien d'un *«verdissement productif»* de la ville et de sa périphérie. La précarité sociale peut également forcer un certain nombre de personnes à cultiver un lopin de terre. *«Ces formes agricoles nouvelles réinventent ainsi le paysage urbain»*, selon Christine Aubry. *«Ces nouveaux paysages alimentaires questionnent fortement le rôle du paysagiste professionnel formé à être prescripteur, quand il propose des aménagements paysagers, et qui va devoir se transformer en conseiller et parfois en médiateur.»* Il est donc important que les écoles de paysage et d'architecture s'emparent de ces questions et fassent de l'espace rural un champ de recherche et d'enseignement. Si les agriculteurs, principaux créateurs de paysage, doivent changer un certain nombre de pratiques, Xavier Guillot soutient l'idée que les concepteurs doivent aussi réviser leurs outils, *«renouveler leur connaissance des enjeux qui se jouent*

dans ces territoires, sans les déconnecter de ceux qui se posent dans nos agglomérations.» L'espace rural apparaît comme un terrain d'expérimentation idéal pour élaborer une autre manière de faire du projet.

Depuis l'abandon de l'Etat de la compétence «urbanisme» au profit des communes, entités souvent peu armées pour répondre à ces questions, le concepteur doit venir soutenir les municipalités, les aider à faire les bons choix, valoriser la terre et sa culture au profit d'une forme urbaine et bâtie raisonnée. Il s'agit également au concepteur de donner aux élus et aux habitants de petites et moyennes villes une culture du projet, démontrer l'impérieuse nécessité de concevoir un espace dans sa globalité, adapter les outils à l'échelle de la demande, *«penser le changement plutôt que changer le pansement.»* Le projet, en milieu rural, doit être source de bien commun, tant dans sa construction que dans son usage. L'appropriation de nouvelles pratiques, de nouveaux usages, se fera par l'acquisition d'un même vocabulaire, maîtrisé par tous.

«Pour agir autrement, il est essentiel de connaître d'autres expériences et de pouvoir échanger avec leurs protagonistes, afin de pouvoir prendre du recul, en parlant aussi bien des éléments déclencheurs, des outils, des particularités locales que des freins, des limites, des facteurs bloquants.» (Armelle Lagadec et Mathilde Kempf)

Si l'espace rural doit mettre en évidence sa multifonctionnalité, il apparaît que les personnes qui se penchent à son chevet doivent faire de même. Une plus grande transversalité des disciplines est nécessaire. Pour Sophie Bonin, Baptiste Sanson et Monique Toubanc, *«les préoccupations agricoles gagnent du terrain chez les professionnels de l'aménagement urbain, les préoccupations d'aménagement montent en puissance chez les agronomes ; cela correspond à la recherche de nouveaux modes de développement des territoires, plus durables, dans un contexte de transition énergétique.»*

L'agriculture, aux franges des villes, devient un lieu d'expérimentation, une manière d'envisager différemment une agriculture intensive au contact d'une population citadine, ne vivant pas de la terre, appréciant son travail et l'image qu'elle renvoie. Petit à petit, cette dynamique irrigue le territoire, émerge dans des régions de déprise agricole, colonise des parcelles oubliées. Ici, le travail du concepteur, qu'il soit paysagiste ou architecte, de l'agronome et de l'agriculteur devient indispensable, à la fois pour fabriquer un outil agricole efficace et productif, mais aussi répondre aux attentes d'une population rurale soucieuse de la qualité des paysages.

Selon Giovanna Marinoni, *«le paysage d'après le pétrole sera peut-être, en ce sens, le lieu d'un plus grand nombre d'expériences partagées.»* Une partie du changement viendra donc sans doute de la culture de la terre, questionnant sans cesse nos modes de vies.

Ces quelques lignes ne sont bien sûr qu'une retranscription partielle des l'ensemble des réflexions irriguant cette excellente revue. Avec nos moyens, nous tenions à en faire l'écho et ainsi faire en sorte que ces idées avancent et puissent aider à mettre en place de nouvelles façons de vivre et d'habiter, de nouvelles manières de voir le monde.

RÉCITS / HISTOIRES

Sandy Island

On apprend il y a peu qu'une île que l'on croyait exister n'existe pas. Sandy Island, répertoriée aux coordonnées géographiques 19° 15' 00" S 159° 56' 00" E, mesurait 25 km de long et 5 km de large et était uniquement composée de sable, d'où son joli nom, Sandy. Personne ne devait beaucoup penser à cette île, elle apparaissait cependant sur Google map, Google earth au large de la Nouvelle-Calédonie...

Par Armande Jammes, JUIN 2013



Erreur cartographique

On apprend il y a peu qu'une île que l'on croyait exister n'existe pas. Sandy Island, répertoriée aux coordonnées géographiques 19° 15' 00" S 159° 56' 00" E, mesurait 25 km de long et 5 km de large et était uniquement composée de sable, d'où son joli nom, Sandy. Personne ne devait beaucoup penser à cette île, elle apparaissait cependant sur Google map, Google earth au large de la Nouvelle Calédonie. En novembre dernier, un groupe de scientifiques Australiens cherche à la repérer lors d'une expédition. Mais aux coordonnées indiquées les relevés indiquent une profondeur de plus de 4000 mètres, soit aucune possibilité d'une terre émergée. Le monde scientifique s'interroge, les médias reprennent l'information, l'idée d'une île fantôme fascine et offre, entre deux tâches journalières, une pause mentale lointaine. A un moment où le monde est parcouru en long en large et en travers, il subsiste une source d'imaginaire, liée à ces territoires insulaires. Quelques mois plus tard, je reviens sur ces articles laissés en suspend. Fin mot de l'histoire, cette île n'a jamais existé, elle serait due à une erreur cartographique datant de 1876. Une personne du musée d'Auckland en Nouvelle Zélande a fait des recherches et a retrouvé une carte datant de

1906 qui indique l'île au moyen de pointillé. Entre parenthèses on peut lire la mention Velocity 1876, précisant le navire et la date à laquelle fut recensée cette terre. L'erreur a ensuite été reproduite de carte en carte jusqu'à ce jour de décembre 2012 où elle fut effacée. Erreur de territoire corrigée.

Un certain Simon Garfield a écrit un article dans le Wall Street Journal intitulé *the End of the map* et qui raconte avec élégance, emprunte d'une légère nostalgie, quelques-unes des célèbres erreurs cartographiques. Son article démarre sur la déception qu'ont pu connaître tous les utilisateurs d'Apple Plan, prisonniers de ce système qu'Apple avait mis sur ces Iphones à la place du très populaire Google map. *"Une cartographie ratée blâmée à tout les niveaux, de la suppression de la maison natale de Shakespeare à l'échouage de voyageurs australiens dans un parc national désolé, à 43 miles au loin de leur destination voulue. Parmi les nombreuses erreurs trouvées dans Apple Plans, on trouve une solution assez élégante au différend persistant entre le Japon et la Chine sur les îles Senkaku. Le Japon les contrôle, la Chine les réclame. La carte d'Apple avait choisi de dupliquer les îles, avec deux séries présentées côte à côte, l'une pour le Japon, l'autre pour la Chine. Gagnant-gagnant."*

Il existe ainsi au sujet des îles des erreurs particulières, dues, sans doute, à la petitesse de ces territoires, à leur isolement et à la méconnaissance que nous en avons. Simon Garfield continue en racontant le cas de Benjamin Morrel qui lors de ses voyages dans l'hémisphère sud entre 1822 et 1831 à la recherche de trésors et de gloire qu'il n'a pas trouvé, a semble t-il pensé amusant d'inventer quelques îles en chemin. *"Les récits publiés de ses voyages étaient si populaires que ses découvertes, y compris l'île Morrell (près de Hawaii) et le Nouveau Groenland du Sud (près de l'Antarctique), ont été inscrits sur les cartes maritimes et les atlas mondiaux. En 1875, un capitaine de la marine britannique nommé Sir Frederick Evans a commencé à traverser certains de ces archipels fantômes, supprimant pas moins de 123 fausses îles de l'Amirauté britannique. Il a fallu attendre 1914-1917 et l'expédition d'Ernest Shackleton, pour régler la question du Nouveau Groenland du Sud. Shackleton a constaté que l'endroit était en fait en haute mer, avec des sondages allant jusqu'à des profondeurs de 1.900 brasses. L'Île Morrell a quitté les cartes peu de temps après."*

Pourtant l'auteur, et je ne peux que suivre son indulgence, semble particulièrement enclin à pardonner aux explorateurs. *"Peut-être que nous ne devrions pas être trop dur envers les premiers cartographes, ces pionniers de l'erreur. Je dirais que Morrell et ses compagnons aventuriers égarés ont fait du monde un endroit plus excitant et romantique dans lequel vivre. N'avons-nous pas perdu quelque-chose d'important depuis que la cartographie est devenue une science des logarithmes et des applications, des adresses parfaitement géo-référencées? Il y a quelque chose de décevant dans l'austère perfection des nouvelles cartes. Les satellites au-dessus de nous ont vu tout ce qu'il y a à voir du monde, techniquement, ils ont tout cartographié. Mais les satellites ne savent rien de la beauté des cartes dessinées à la main, avec leurs galions espagnols et leur monstres marins, et ils ne peuvent pas comprendre la bougeotte et le désir de découverte."*

Malgré la perfection apparente de ces cartes que semble regretter l'auteur, lorsque l'on s'attarde à regarder aux coordonnées 19° 15' 00" S 159° 56' 00" E, il subsiste comme une trace de l'erreur Sandy Island. L'île ou plutôt la tache sombre qui la représentait a été gommée. Mais on peut lire comme la cicatrice de cette île qui n'a jamais existé, un léger ourlet demeure dans le bleu intense qui caractérise la mer de Google Earth, comme si les modèles et les logarithmes qui permettent de générer ces images n'avaient pu se résoudre à la faire disparaître, conscients de la portée poétique de cette erreur. Conscients peut-être que malgré leur non-existence, ces fausses îles font désormais partie des récits. Prise dans la toile d'une

histoire plus vaste, cernée de personnages, Sandy Island demeure. Je peux aujourd'hui raconter une partie de l'histoire, de part les bribes que j'ai pu rassembler.

Sandy Island, récit



Le Velocity, baleinier, 1878, photographie, auteur inconnu, archives en ligne de Tasmanie Il fut bâti en 1827, à Shaldon dans le Devonshire, UK. On ne sait pas bien ce que furent ces premières années en mer, il existe en fait plusieurs navires portant ce nom d'après les registres maritimes, ce qui rend un peu difficile la filature. Certains disent, mais rien n'est moins sûr, qu'il aurait navigué entre les Etats-Unis et l'Angleterre. Ce navire est un brick, ses deux mâts dont le premier, le mât de misaine, était plus court, portaient des voiles carrées. Le grand mât, à l'arrière, supportait également une grande voile, la brigantine, celle qui offrait au vent le plus de surface. Le navire arrive à Sydney en Australie en 1842. Durant les décennies qui suivirent je perds à nouveau sa trace. Certains affirment qu'il aurait servi, sous les ordres du capitaine Boyd, au blackbirding : le rapt des insulaires des îles du Pacifique en vue de les faire travailler dans les plantations de cannes à sucre du sud de l'Australie. Mais les journaux de l'époque mentionnent la présence, aux ordres de Boyd, d'un schooner (une goélette) et non d'un brick, ce qui laisse penser que deux navires du même nom parcouraient à la



même époque les mêmes mers.

Le Velocity, baleinier.

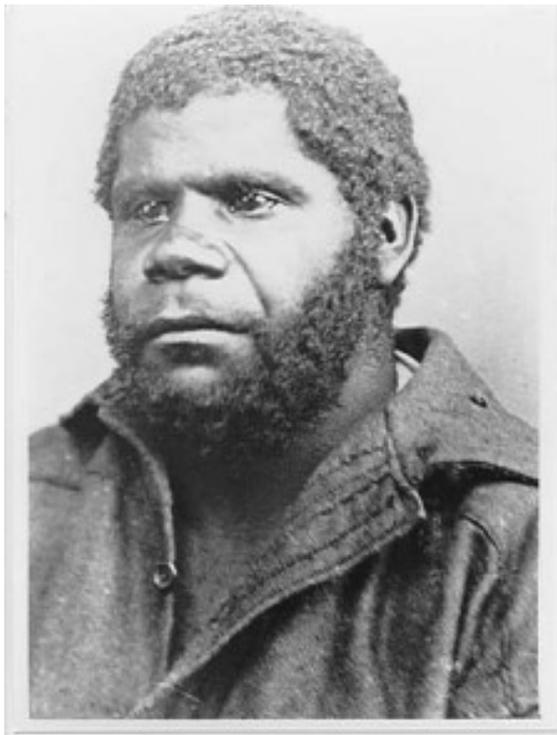
Dessin, aquarelle et crayon, attribué à W.C. Pignuit En 1860 William Lodewyk Crowther achète le Velocity pour l'utiliser pour la chasse à la baleine. L'auteur de cette aquarelle, sans doute W.C Pignuit, l'un des grands peintres paysagistes Australien, le dessine alors qu'il mouille au port de Hobart, au sud de la Tasmanie. Nouvelle colonie anglaise depuis 1803, la Tasmanie s'appelait à cette époque la Terre de Van Diemen. Le port de Hobart, par sa position vers les mers antarctiques et par la profondeur de ses



eaux, devint rapidement la capitale des baleiniers.

Dr

William Lodewyk Crowther, photographie, auteur inconnu, archives en ligne de Tasmanie Né en 1817 au Pays-Bas, il arrive encore enfant en Tasmanie. Après des études passées en Europe, il rentre à Hobart aux coté de sa cousine et femme Sarah Victoria Marie Louise, en 1842, date à laquelle le navire Velocity vient toucher les côtes Australiennes. Jeune homme de 24 ans, sans doute plein d'ambition, il envisage de suivre les traces de son père, médecin reconnu dans la nouvelle colonie anglaise. Ce qu'il fera, avec peut-être plus de talent encore. Honoré et reconnu comme chirurgien et naturaliste, il devient également armateur et possède de nombreux baleiniers : l'Offley, Isabella, Sapphire, Velocity et Elizabeth Jane. Membre du Royal College of Surgeon, il sera pourtant suspendu en 1869 pour avoir mutilé le corps de William Lanney, notamment pour avoir subtilisé son crâne en le remplaçant par celui d'un homme blanc. Vexé sans doute de la sentence, il redouble d'énergie et se concentre sur une carrière politique. En 1878, pour une courte durée certes, mais tout de même, il deviendra premier ministre de la



Tasmanie.

William Lanney, aussi connu sous le nom de «King Billy», photographie, auteur inconnu. Né aux alentours de 1835, il vivait avec sa famille dans le nord ouest de la Tasmanie. En 1842, alors que Crowther débarquait sur l'île accompagné de sa femme, un certain George Auguste Robinson vient les chercher afin de les faire emmener dans le camps de Wybelenna, sur Flinders Island. De cette façon on pense mettre fin aux conflits entre colons et aborigènes. William Lanney doit avoir environ 7 ans. Il part ensuite pour l'orphelinat puis devient marin sur les baleiniers. Comme beaucoup d'aborigènes il meurt en 1869 de la dysenterie et du choléra. Alors que sa vie avait généré peu d'intérêt auprès de ses contemporains, sa mort déchaîne les passions puisqu' il était, semble t-il, le dernier aborigène non métissé de sexe masculin. La Royal Society of Tasmania et le Royal college of Surgeons se disputèrent ses restes en vu des les étudier. Eut lieu une véritable foire d'empoigne : sa tête, ses mains, ses pieds furent coupés et ce qui restait de son corps fut enterré. Mais sa mutilation fit scandale et fut à l'origine de l'Anatomy Act voté dès 1869. Celui-ci interdit toute expérience médicale sur le corps d'un défunt sans autorisation du vivant de celui-ci ou de sa famille.



John Maguire, marin sur le Velocity, 1870, photographie, auteur inconnu, archives en ligne de Tasmanie Le jeune homme, habillé en tenue de régates, pose appuyé sur un socle, la main près d'un corail blanc. Il est possible qu'il ait été à bord du Velocity en 1878. A-t-il aperçu, ou cru apercevoir, Sandy island ? Mais peut-être était-il déjà mort, car la légende au dos de la photo ne précise rien sur lui, si ce n'est qu'il meurt jeune de consommation, ce mal indéterminé, lié à la tuberculose, qui consume le corps. Il se peut également que malgré sa courte existence, il ait travaillé aux côtés de William Lanney, sur l'un des navires de W.L Crowther. L'histoire, d'après les traces que j'ai pu



trouver, ne le dit pas.

Captain James William Robinson,

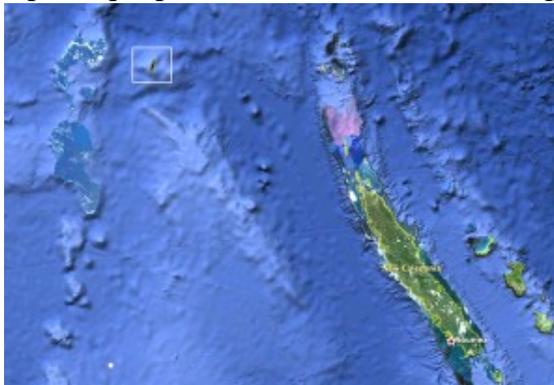
photographie, auteur inconnu, archive office of Tasmania. J.W. Robinson, fils de colons américain est né en 1824 à Hobart en Tasmanie. Dès l'âge de 11 ans, il part pour de longues expéditions en mer. D'abord matelot, il devient harponneur, second et enfin capitaine. Aux environs de 1850 il s'associe avec le Dr W.L.Crowther et prend le commandement de ses baleiniers. En 1875, Crowther lui offre le Velocity. Deux mois après avoir appareillé il attrape la fièvre et se voit contraint de rentrer à terre. Il repart ensuite en 1876 pour une expédition autour des îles Salomon, à la recherche de phoques et de baleines. Celle-ci sera calamiteuse, une partie de l'équipage déserte tandis qu'une autre tombe malade. Le navire, en piteux état et peu chargé, rentre à Hobart le 20 mars 1877. J.W.Robinson ne repartira plus en mer. Faut-il croire que durant ce voyage, Robinson, vieilli, fatigué, sachant venue la fin de sa carrière, avide d'évènements face à une mer trop plate et décevante, a cru ou voulu voir quelque chose au loin ? Pourtant l'homme a l'air on ne peut plus respectable, il est d'ailleurs celui qui, parmi la galerie de ces homonymes, alors que je cherchais sa photo, a le moins la tête de l'aventurier.



Carte nautique de l'hydrographic office du Royaume-Uni

datant de 1908. Sandy Island apparaît marquée par un pointillé, la mention entre parenthèses précise que le relevé de cette île a été fait à bord du Velocity en 1876. Ainsi de la même façon que Morrell inventa une série d'îles au cours d'une expédition ratée, Robinson semble avoir signé à l'intention de la postérité

sa dernière sortie en mer. Faut-il croire alors que les erreurs de territoires sont dues aux frustrations, à l'ennui, ou encore à la facétie des vieux capitaines au long cours. Une note associée à la carte stipule d'ailleurs que les données sur ces îles du pacifique proviennent de différents navigateurs et différentes



époques et peuvent s'avérer inexactes.

Capture écran de google earth, novembre 2012. L'île sera pourtant reproduite de carte en carte, jusqu'à ce jour de l'automne 2012 ou une équipe de scientifiques Australiens l'a cherché en vain, à des latitudes où la mer



était si profonde qu'aucune terre émergée n'était possible.

Captures écran de google map et google earth, novembre 2012. L'île aurait mesurée selon les cartographies 25 km de long et 5 km de large et serait composée de sable. Pourtant en regardant bien la photo aérienne peut-être aurions nous pu nous rendre compte de l'improbabilité de cette île, car l'ombre qui la représente semble être le vide laissé par l'absence de donnée. Elle forme sous elle une sorte de renflement étrange, due sans doute au croisement de ces deux données : le signalement d'une île et son



impossibilité.

Capture écran de google earth, décembre 2012. L'île a disparue des cartographies en ligne et a été supprimée des bases de données. Et pourtant sa trace est encore visible, quelque chose résiste à son effacement.

ART / PHOTO / DESSIN

La photo

Pièce sonore et image

La Photo fait la description d'un cliché dans une ville en constante évolution, d'un instant capté, figé. Mais les heures passent et modifient l'image, le ciel change de couleur, les ouvriers corrigent le paysage et les passants sortent du cadre : la photo ne sera plus la même.

Par Claire de Colombel & Tramb, JUIN 2013



Pièce sonore / image

Durée : 4'01''

Image, texte et voix : Claire de Colombel

Musique : Tramb

La Photo fait la description d'un cliché dans une ville en constante évolution, d'un instant capté, figé. Mais les heures passent et modifient l'image, le ciel change de couleur, les ouvriers corrigent le paysage et les passants sortent du cadre : la photo ne sera plus la même.



RÉCITS / HISTOIRES

Paris-Verdalle

10h. Le train corail qui m'emmène vers Toulouse file sous le soleil matinal avec son ronflement et ses glouglous métalliques. La journée s'annonce lumineuse. Paris est maintenant derrière moi, je rentre au pays pour quelques jours. Devant mes yeux à la fenêtre du train se succèdent jachères propres, champs de patates encore vierges, déjà irrigués, champs de colza bien avancés maintenant. Et immanquablement, verts et raides, des blés par millions...

Par Paul LAMBRECHTS, JUIN 2013



Samedi 28 Avril

10h. Le train corail qui m'emmène vers Toulouse file sous le soleil matinal avec son ronflement et ses glouglous métalliques. La journée s'annonce lumineuse. Paris est maintenant derrière moi, je rentre au pays pour quelques jours. Devant mes yeux à la fenêtre du train se succèdent jachères propres, champs de patates encore vierges et déjà irrigués, champs de colza bien avancés maintenant. Et immanquablement, verts et raides, des blés par millions. En Beauce, entre Paris et Orléans, les parcelles sont démesurées. De grosses fermes ventrues jalonnent ça et là cette morne plaine. Alignements d'arbres le long des routes, géants enjambeurs arroseurs, une confrérie d'éoliennes blanches, et beaucoup de lignes électriques portées par d'autres géants de métal. Sur ma gauche, j'aperçois le monorail abandonné sur piliers de béton qui supportait il y a quelques décennies un train expérimental à suspension électromagnétique. Interminable et monotone, il glorifie la platitude angoissante de ce pays.

Avant d'arriver aux Aubrais, le paysage s'urbanise tandis que le train ralentit. Les champs cèdent la place à des bâtiments parallélépipédiques en taule, à des vergers, quelques potagers, des maisons rudes aux toits pentus couverts de tuiles grises crochetées ou oranges autobloquantes. Bouleaux pleureurs, prunus lie-de-vin, glycines, noisetiers gaufrés, cerisiers, érables, tilleuls, émergent des jardins emmurés. Le contrôleur passe dans le couloir du train. La dame à côté de moi n'a pas renouvelé sa carte senior. 34?90 à payer en supplément.

Maisons crépies, aseptisées, dans leurs jardinets de gazon fortifiés de haies résineuses et infranchissables, portiques de balançoires, deux ou trois pommiers, poiriers, un petit lilas blanc et un plus gros, mauve.

13h30. Limoges Bénédictins.

Pays des limousines. Par petits troupeaux, on les voit longer en partant à leur assaut, les flancs verdoyants des hautes collines qui sont le pays de Limoges. Le train s'engage sous le couvert des arbres. On dit les forêts limousines sombres et dangereuses, peuplées de créatures légendaires dont on ne préfère pas parler. Derrière la vitre du train douillet, je ne ressens aucune menace particulière.

Au ciel bleu, des cumulonimbus dilettantes donnent un aspect souriant.

Dans un val plus large qui s'étend à gauche, sont entretenues des prairies humides bordées de haies. Chênes, frênes. Des aulnes au bord du lit. De grands bancs de fleurs blanches les habillent : silènes, gaillets, stellaires, myriades d'étoiles claires qui scintillent sous le soleil maintenant haut.

Tunnels à répétition, ruisseaux vertigineux entaillant les versants, escarpements rocheux où prospère la valériane. Dans les creux loin du soleil, où l'on sent l'eau qui coule mais où l'on ne la voit pas, les noisetiers et les saules étendent leurs membres rameux dont les feuilles sont encore pâles et petites, dentelle fraîche sur fond de vide noir.

14h45. Glissant sur son chemin métallique, le train longe le flanc ouest du massif central et l'on voit l'influence montagnarde conjuguée aux accents du midi s'emparer peu à peu de l'architecture. Lauzes, volets aux tons clairs, pierres calcaire ocre. Nous approchons de Brive-la-Gaillarde. Entourée de coteaux habités, Brive occupe une vaste cuvette dans laquelle nous pénétrons en pressentant le ralentissement du train. Le talus de la voie ferrée est à hauteur des toits ; nous survolons une mer de faubourgs. Terrain de foot, école, cour et platanes, pavillons, jardinets, squares, terrains vagues. Le train s'immobilise. La dame des 34 euros 90 descend.

15h10. Nous nous faufileons maintenant dans le modelé robuste du Périgord. Viaducs, tranchées et tunnels composent un chemin sinueux dans le massif de roche calcaire dure. Les chênes sur les crêtes sont de plus en plus petits à mesure que la couverture du sol s'amointrit. La forêt recouvre maintenant la totalité du territoire. Soudain la vue s'ouvre sur une large vallée. Sur de nombreuses parcelles plantées de noyers alignés, la terre labourée est d'un brun presque rouge et je me demande ce qui peut être semé dans ces profonds sillons. Des peupleraies régulières complètent la trame agricole. Nous traversons sans s'y arrêter la gare de Souillac qui est pleine de tas de grumes que l'on charge sur des wagons.

16h. Après Gourdon, on arrive en gare de Cahors. Premières tuiles romaines. Le Périgord est jouté au sud par les causses du Quercy, pays de genévriers, de chênes pubescents et de brebis caussenardes. Le

haut-parleur fait entendre la voix d'une vendeuse qui fait sa réclame pour des barres chocolatées, des boissons gazeuses et d'autres denrées comestibles. Elle parle avec un accent du midi moelleux, un peu traînant : l'accent du sud-ouest. Le relief s'aplanit. Des champs de grande taille apparaissent : tournesol, maïs. Nous arrivons à Caussade, un nom qui, pour moi, annonce des senteurs et saveurs gasconnes. Clochers et murs de briques, doux vallonnements fertiles, le bas Quercy est un peu le haut toulousain. Vergers de poires, pêches, nectarines ; vignes sur ceps courts ou grimpantes sur des treilles à hauteur d'homme ; jachères où le pourpre orangé des oseilles flotte en voiles transparents sur le vert franc des herbes hautes. Le train ralentit à l'approche de la gare de Montauban, puis s'arrête dans l'ombre orangée de la halle qui abrite les quais. Les voyageurs qui montent parlent haut et s'adressent spontanément à leurs nouveaux voisins.

17h30 environ. Après le changement de train à la gare Matabiau, j'ai pris place dans le train régional qui m'emmène dans la dernière partie du voyage : Toulouse-Castres, une bonne heure de trajet. Le soleil de la fin d'après-midi est fidèle à lui-même : juste assez chaud pour vous plonger dans une torpeur méditative. Nous nous engageons dans le Lauragais, terrefort fertile et très ancienne campagne céréalière. Pour le moment, nous traversons encore les villages résidentiels de la vaste deuxième couronne toulousaine, mais de grands champs labourés sont déjà présents, caressés par la douce lumière dorée venant de l'ouest. On voit des pavillons groupés en lotissements réguliers, des villas qui émergent de jardins et de parcs dominés par de grands cèdres, des pins parasol et des cyprès. L'ensemble fait malgré tout penser aux images de la campagne romaine et de la toscane.

La voilà. Je l'ai aperçu. Lointaine encore, comme l'image du but de ce voyage, la Montagne Noire a capté l'attention de mes sens inconsciemment tendus vers elle, sans doute parce que mon esprit l'attendait, cherchait sa présence rassurante. S'offrant à ma vue, elle se réduit pour l'instant à une bande d'un bleu velouté presque sans consistance, posée au fond de la plaine, au sud. C'est toujours une émotion de la retrouver, sans doute parce qu'elle est aussi l'image annonciatrice du retour au bercail. Je descend du train à Vielmur. Quelques kilomètres restent à parcourir en voiture pour arriver à la maison. La Montagne Noire est maintenant plus proche, et nous roulons droit sur elle, en direction de Verdalle, sur le piémont.

© 2018 Openfield. Tous droits réservés